



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 6 mars 2025

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
201^e année
6 mars 2025
n° 9 / 8074^e
pages 393 à 440



Version numérique incluse*



322509

ÉDITORIAL

393 Le FCPA mis sur « pause », Jean-Christophe Roda

ACTUALITÉS

- 396 Internet (liberté d'expression) : retrait de propos diffamatoires
- 397 Abus de position dominante : refus d'accès à une plateforme numérique
- 398 Contrat (force majeure) : portée de la résolution de plein droit

LECTURES

402 Les ressorts d'un droit mis à l'index dans un contexte global, Jean-Sylvestre Bergé

POINT DE VUE

403 De l'importance d'avoir quitté le territoire français, À propos du décret n° 2024-1230 du 30 décembre 2024 pris pour l'application de l'article 131-30 du code pénal, Céline Chassang

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 413 **Panorama** : Distribution, Nicolas Ferrier
- 424 **Notes** : Le point de départ du délai de prescription de l'action en réparation d'un trouble de voisinage, Une solution contestable en cas de trouble répressif, note sous Civ. 3^e, 14 nov. 2024, Thierry Le Bars
- 430 Invocation de la disproportion par la caution : patience et longueur de temps



434

font plus que force ni que rage, note sous Com. 18 déc. 2024, John-Matthieu Chandler
Résiliation du bail rural en cas de mise à disposition d'une société d'exploitation agricole,
note sous Civ. 3^e, 26 sept. 2024 [3 arrêts], Franck Roussel

ENTRETIEN

440 Nicolas Damas – L'encadrement des loyers : stop ou encore ?

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
Ketty DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BENABENT, NICOLAS DERRAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MENLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALE DEUMIER

RÉDACTION**DIRECTION**

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

ÉDITION-REALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZE-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTSAbonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.frResponsable relations clients : Corinne ROUTIER
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1132,29 € TTC

Etranger : 11175 € HT

Prix au numéro : 49,31 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Mars 2025

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La Défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Jean-Christophe Roda

393

Le FCPA mis sur « pause »

**ACTUALITÉS**

396

**DROIT
DES AFFAIRES**

Commerce électronique
Internet (liberté d'expression) :
retrait de propos diffamatoires,
Civ. 1^{re}, 26 févr. 2025

Concurrence-Distribution
Abus de position dominante :
refus d'accès à une plateforme numérique,
CJUE 25 févr. 2025

Pratique anticoncurrentielle (entente) :
nécessité de prouver un préjudice,
Com. 26 févr. 2025

Pratique restrictive (négociation
commerciale) : déséquilibre significatif,
Com. 26 févr. 2025

Pratique restrictive :
rupture brutale de relation commerciale,
Com. 26 févr. 2025

398

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance
Contrat (force majeure) :
portée de la résolution de plein droit,
Com. 26 févr. 2025

398

**DROIT INTERNATIONAL
ET EUROPÉEN**

Droit européen
Données personnelles (protection) :
prise de décision automatisée,
CJUE 27 févr. 2025

399

**DROIT PÉNAL
ET PROCÉDURE PÉNALE**

Presse et communication
Diffamation : « professionnel du crime »
et « délinquant reconnu »,
Crim. 25 févr. 2025
Injure raciale (origines) :
appréciation des propos par le juge,
Crim. 25 févr. 2025

400

**DROIT DU TRAVAIL
ET SÉCURITÉ SOCIALE**

Droit du travail
Licenciement économique :
contrat de sécurisation professionnelle,
Soc. 26 févr. 2025

400

**PROCÉDURE CIVILE
ET VOIE D'EXÉCUTION**

Procédure civile
Compétence européenne (contrefaçon) :
brevet enregistré dans un État tiers,
CJUE 25 févr. 2025
Compétence européenne :
clause attributive de juridiction asymétrique,
CJUE 27 févr. 2025



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t



LECTURES

Jean-Sylvestre Bergé

402

Les ressorts d'un droit mis à l'index
dans un contexte global

Recueil Dalloz - 6 mars 2025 - n° 9

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

6 mars 2025 - n° 9 / 8074^e



POINT DE VUE

403

De l'importance d'avoir quitté le territoire français
À propos du décret n° 2024-1230 du 30 décembre 2024
pris pour l'application de l'article 131-30 du code pénal
par Céline Chassang



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

405

L'intérêt supérieur de l'enfant
en droit de la responsabilité civile :
une considération en devenir ?
par Nicolas Bonnardel

PANORAMA

413

Distribution
février 2024 – décembre 2024
par Nicolas Ferrier

NOTES

424

Le point de départ du délai de prescription
de l'action en réparation d'un trouble de voisinage
Une solution contestable en cas de trouble répétitif,
note sous Civ. 3^e, 14 nov. 2024
par Thierry Le Bars

430

Invocation de la disproportion par la caution :
patience et longueur de temps font plus que force
ni que rage, note sous Com. 18 déc. 2024
par John-Matthieu Chandler

434

Résiliation du bail rural en cas de mise à disposition
d'une société d'exploitation agricole,
note sous Civ. 3^e, 26 sept. 2024 [3 arrêts]
par Franck Roussel



ENTRETIEN

440

Nicolas Damas – L'encadrement des loyers : stop ou encore ?

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr**

Revue de jurisprudence commerciale - Édition n°13

28 février 2025



Vincent Téchené, Rédacteur en chef

Éditorial

[A la une] Éditorial

Par Antoine Diesbecq

Affaires

[A la une] Dossier spécial : Le droit de la preuve en droit des affaires

[Dossier spécial] La loyauté de la preuve - Propos introductifs

Par Grégoire Loiseau

[Dossier spécial] La preuve devant l'Autorité des marchés financiers

Par Nicolas Ida

[Dossier spécial] La loyauté de la preuve en droit de la concurrence

Par Irène Luc

[Dossier spécial] La loyauté de la preuve en droit des sociétés

Par Bruno Dondero

[Dossier spécial] Responsabilité pour insuffisance d'actif : la preuve d'une faute excédant la simple négligence

Par Gérard Jazottes

[Dossier spécial] La loyauté de la preuve en droit pénal des affaires

Par Bruno Quentin

[Dossier spécial] Loyauté de la preuve et arbitrage

Par Denis Mouralis

[Dossier spécial] Recherche de la preuve et secret professionnel

Par Jean-Pierre Chiffaut-Moliard

Comité scientifique :

Antoine Diesbecq, Avocat, Président de l'Association Droit et Commerce (président)

Augustin Aynès, Professeur à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC)

Nicolas Borga, Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Bruno Dondero, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)

Julia Heinich, Professeur à l'Université de Bourgogne

Isabelle Grossi, Professeur à Aix-Marseille Université

Anne Jourdain, Avocate au barreau de Bordeaux

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revues	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 9 du 27 février 2025

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



MARCHÉ FINANCIER

3 QUESTIONS - La réforme des services de compensation

N° 211 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

RÉMUNÉRATION

Index de l'égalité professionnelle et représentation équilibrée : rappel de l'échéance du 1er mars

N° 212

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Communication - Commerce électronique

N° 213

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Contrats et marchés publics

N° 214

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | ARBITRAGE

Arbitrage international : l'offre prévue dans un traité bilatéral d'investissement vaut consentement implicite de l'État à la compétence de la juridiction arbitrale

N° 216

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

Fixation de la créance de l'assureur subrogé après indemnisation : rappel du principe du contradictoire par la Cour de cassation

N° 217

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

L'ABE publie son projet final de normes techniques pour mettre en oeuvre un centre de données centralisé du pilier 3

N° 218

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Clarification sur la compétence juridictionnelle pour les infractions aux règles de concurrence impliquant une société mère et sa filiale

N° 219

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

MiCA : nouvelles normes techniques de réglementation et d'exécution

N° 220

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

DORA : deux nouveaux règlements publiés

N° 221

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

L'AEMF lance une action de surveillance commune avec les ANC sur les fonctions de conformité et d'audit interne

N° 222

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Cycle de règlement des titres financiers dans l'UE : la Commission propose de passer à T + 1

N° 223

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Risque de liquidité : réponse de l'AFG aux consultations de l'OICV

N° 224

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

L'ARPP lance un certificat pour une gestion responsable des réseaux sociaux

N° 225

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Crédit à la consommation : obligation d'information et intérêts bancaires

N° 226

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Le Conseil d'État conforte l'ANJ comme régulateur des jeux d'argent

N° 227

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | HYGIÈNE ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Danger grave et imminent : la compétence du juge judiciaire et le rôle de l'inspecteur du travail clarifiés par la Cour de cassation

N° 228

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | HYGIÈNE ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Passeport de prévention : le nouveau calendrier de déploiement détaillé

N° 229

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Adoption définitive du budget de la Sécurité sociale

N° 230

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

Échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers : le délai de dépôt de la déclaration est avancé

N° 231

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | LOI DE FINANCES

Budget 2025 : présentation par Bercy des principales dispositions affectant les entreprises

N° 232

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TVA

Nature des opérations pouvant faire l'objet du mécanisme du mandataire à l'importation

N° 233

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

Force obligatoire d'un pacte d'associés sans référence aux statuts !

N° 1066 - Par Charlotte MOYNE-ROPARS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Liquidation judiciaire et notification tardive de la cession de créance : impossibilité pour le cessionnaire de se prévaloir de la compensation légale

N° 1067 - Par Michael TOTA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

[Retour sur les conditions de l'action paulienne exercée à l'encontre d'une cession de fonds de commerce](#)

N° 1068 - Par Théo VISCIANO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

[Le Data Governance Act ou règlement sur la gouvernance des données](#)

N° 1069 - Par Sabine VAN HAECKE LEPIC et Anaëlle MARTIN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PRESCRIPTION

[Droit de la prescription](#)

N° 1070 - Par Philippe CASSON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

[L'obligation précontractuelle d'information du droit commun applicable lors de la formation d'un contrat de « vente » de voyage à forfait](#)

N° 1071 - Par Cédric LATIL

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

[Encore une manifestation de l'autonomie du droit pénal du travail à l'égard du droit social !](#)

N° 1072 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | CONTENTIEUX DE L'IMPÔT

[Modalités de présentation des demandes de remboursement des créances dites « Dailly » devant le juge de l'impôt](#)

N° 1073 - Par Anne-Gaël HAMONIC-GAUX

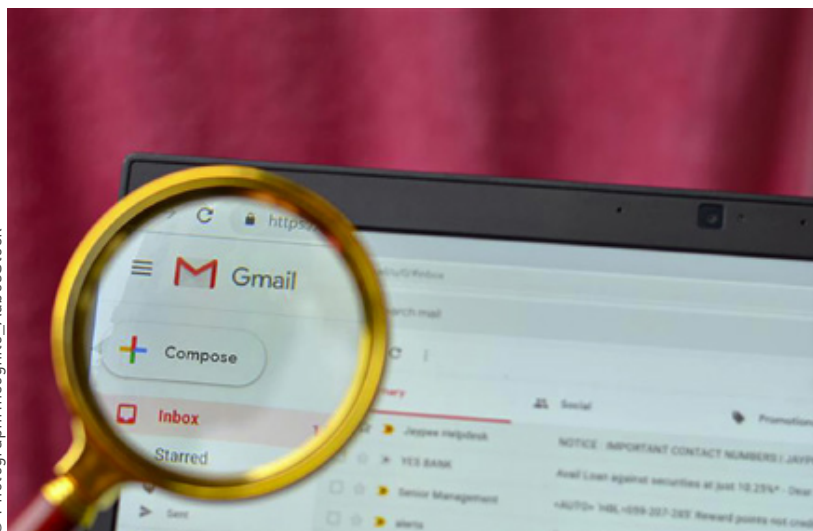
[Consulter le PDF](#)

À la une

Les outils numériques et le respect des obligations de l'avocat

note par Benjamin PITCHO sous CA Paris, 24 janv. 2025

Alors que la cour d'appel de Paris vient de confirmer la suspension du compte Gmail d'un avocat qui y stockait des contenus illicites pour les besoins d'un dossier, il convient de rappeler que les avocats ne peuvent en aucun cas utiliser les outils informatiques qui ne sont pas adaptés à leur exercice.



Actualité

La nouvelle promotion « record » de l'ENM prête serment

focus

Doctrine

Le règlement Dora et les banques : présentation synthétique

note par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE sous PE et Cons. UE, règl. n° 2022/2554, 14 déc. 2022

Jurisprudence

Liberté d'expression : la Cour de cassation continue d'étendre le domaine du contrôle de proportionnalité et d'en préciser les conditions

note par Evan RASCHEL sous Cass. crim., 8 janv. 2025

Gazette Spécialisée

DROIT DU DOMMAGE CORPOREL

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Claudine BERNFELD

Avocate au barreau de Paris, cabinet Bernfeld Ojalvo Associés

• Frédéric BIBAL

Avocat au barreau de Paris, cabinet Bibal

AVEC LA PARTICIPATION DE

Anne BACHELLERIE, Leila BELHADJ, William BODILIS, Florence BOYER, Aurélie COVIAUX, Chloé DAVID, Emma DINPARAST, Cyril IRRMANN, Noémie KLEIN, Jean-Baptiste MAHIEU, Olivier MERLIN, Lucile PRIOU-ALIBERT, Jean-Baptiste PRÉVOST, Anaïs RENELIER, Pamela ROBERTIERE, Daphné TAPINOS et Dahbia ZEGOUT



Gazette du Palais

Édité par Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :
Emmanuelle Filiberti
Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouvillie
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :
Tél : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :
Tél : 01 40 93 40 40
Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr
Tél : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025

- Prix TTC au n° : 25,53 €
- + frais de port
- Abonnement France (un an) :
Journal seul : 621,79 € TTC
Recueils + table seuls : 601,37 € TTC
Journal, recueil + table : 832,12 €
Abonnement feuilleteable numérique : 264,44 € TTC
- Abonnement étranger (un an) :
Journal seul : 699 €
Journal, recueil + table : 899 €
Abonnement feuilleteable numérique : 259 €

Internet : gazette-du-palais.fr
Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097
ISSN 0242-6331
Dépôt légal à parution
Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;
impact gaz à effet de serre
pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL473z5 ■ La nouvelle promotion « record » de l'ENM prête serment 3
- GPL473s6 ■ Financement de contentieux par un tiers : les barreaux belges fixent des règles déontologiques 5
- GPL473w0 ■ « Nous devons utiliser ces nouveaux outils que sont l'IA et les MARD »
entretien avec Philippe SIMONEAU 7


Technique

- GPL473v5 ■ Les outils numériques et le respect des obligations de l'avocat
note par Benjamin PITCHO sous CA Paris, 24 janv. 2025 9

Doctrine

- GPL472x6 ■ Le règlement *Dora* et les banques : présentation synthétique
note par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE sous PE et Cons. UE, règl. n° 2022/2554,
14 déc. 2022, sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier 13

Jurisprudence

- GPL474c1 ■ Liberté d'expression : la Cour de cassation continue
d'étendre le domaine du contrôle de proportionnalité
et d'en préciser les conditions
note par Evan RASCHEL sous Cass. crim., 8 janv. 2025 17
- GPL473n3 ■ Accès équitable aux droits sociaux en Europe : la fin
de l'obligation d'entrée régulière des enfants pour les prestations
familiales
note par Lamia EL BOUCHTIQUI sous CJUE, 19 déc. 2024 20
- GPL473m4 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 23
- GPL473n2 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 27
- GPL473k1 ■ Chronique de jurisprudence de droit des transports
par Jean Arié LÉVY en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lex.so/GPL473k1> 

Gazette Spécialisée

DROIT DU DOMMAGE CORPOREL

31

Sous la responsabilité scientifique de
Claudine BERNFELD et Frédéric BIBAL

DOCTRINE P. 19
IMMOBILIER

Le contrôle des changements d'usage depuis la loi *Le Meur* relative aux meublés de tourisme

 par **Mathieu Soulié**
ACTUALITÉS P. 5

ENTREPRISE

Publication du décret relatif aux SPE et SPFPL

IMMOBILIER

VEFA : exclusivité de la garantie en cas de vices apparents

ENTREPRISE

Seule l'assemblée générale annuelle peut décider la distribution du report à nouveau bénéficiaire

PERSONNES / FAMILLE

Pas de licitation judiciaire des immeubles indivis s'ils peuvent facilement être partagés

PRATIQUE P. 13

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

GPA : reconnaissance du parent d'intention sans lien biologique avec l'enfant

 par **Bérénice Dufau-Richet**
CHRONIQUES P. 23

IMMOBILIER

Vente immobilière

 par **Hervé Lécuyer, Jean-Baptiste Seube** et **Dominique Savouré**


ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF224n0 ■ Publication du décret relatif aux SPE et SPFPL

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF224m5 ■ VEFA : exclusivité de la garantie en cas de vices apparents

ENTREPRISE

DEF224m6 ■ Seule l'assemblée générale annuelle peut décider la distribution du report à nouveau bénéficiaire

ENTREPRISE

DEF224m7 ■ Cession de parts à un tiers : détenteurs de l'action en nullité en cas de défaut d'information des coassociés et de la société

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF224m8 ■ Pas de licitation judiciaire des immeubles indivis s'ils peuvent facilement être partagés

PRATIQUE P. 13

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF224e8 ■ GPA : reconnaissance du parent d'intention sans lien biologique avec l'enfant
par **Bérénice Dufau-Richet**

DOCTRINE P. 19

DEF224g0 ■ Le contrôle des changements d'usage depuis la loi *Le Meur* relative aux meublés de tourisme
par **Mathieu Soulié**

CHRONIQUES P. 23

DEF224k0 ■ Vente immobilière
par **Hervé Lécuyer, Jean-Baptiste Seube, Dominique Savouré, Cyril Grimaldi, Matthieu Bouirat, Maïlys Luchel, Pierre Vignalou, Victoria Garnier-Vigier** et **Jean-Hadrien Oury**

VIE PRO P. 31

OFFRES ET DEMANDES P. 34

INDICES P. 36